LE RAPPORT KHROUCHTCHEV

Rapport sur le culte de la personnalité
et ses conséquences, présenté au XX^e congrès
du Parti communiste d'Union soviétique, dit

LE RAPPORT KHROUCHTCHEV

Première traduction intégrale,
réalisée et présentée par
JEAN-JACQUES MARIE

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-117055-9

© Éditions du Seuil, septembre 2015,
pour la présente édition et la traduction française

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Présentation
de Jean-Jacques Marie

1

Choc, orage, bombe, tremblement de terre, séisme…

« Tout me semblait irréel, y compris le fait d'être assis là, en plein Kremlin, à entendre prononcer des propos qui détruisaient tout ce pour quoi j'avais vécu, des propos capables de mettre le passé en pièces et de vous fendre l'âme. Tout s'écroulait pour ne jamais se reconstituer. La salle à mes pieds avait sombré dans le silence. Pas un fauteuil ne grinçait, on n'entendait pas un murmure, pas de toux non plus. Personne n'osait échanger le moindre regard. Tous les participants présents étaient trop sous le coup de l'inattendu ou sous l'emprise de la peur […]. Khrouchtchev ne cessait d'empiler les faits, tous plus terrifiants les uns que les autres. […] Je ne me souviens même pas qu'il y eut des applaudissements. Je ne crois pas ; nous sommes sortis la tête basse. Le choc avait été d'une sévérité indescriptible[1]. »

Le secrétaire général du Parti communiste hongrois, Mathias Rakosi, confirme ce récit du jeune Alexandre Yakovlev, futur membre du Comité central, puis du Bureau politique sous Gorbatchev : « Lorsque Khrouchtchev a lu son rapport, dans la salle a régné un silence de mort parfois rompu seulement

1. Alexander Yakovlev, *Le Cimetière des innocents. Victimes et bourreaux en Russie soviétique 1917-1989*, Calmann-Lévy, 2007, p. 27-28.

par des sanglots ou par l'agitation autour des délégués qui s'évanouissaient[1]. »

Pourtant le texte publié précise à plusieurs moments : « agitation » ou « mouvements dans la salle », ou encore « rumeur indignée », « rires et mouvements », « vifs applaudissements prolongés », qui s'achèvent même par une « ovation », très peu vraisemblable. Aucun compte rendu sténographique n'ayant été établi, on ne peut vérifier la fiabilité de ces notations douteuses, qui ne concordent guère avec le silence tombal décrit par Alexandre Yakovlev. Ces notations ont sans doute été ajoutées après coup, sur le texte du discours revu et corrigé avant d'être communiqué aux cadres du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). On pourrait objecter que certaines formules du texte et les saillies de Khrouchtchev ont pu provoquer, ici et là, des réactions dans la salle, mais la violence du choc qu'a représenté pour les cadres de la nomenklatura le déboulonnage de l'idole défunte moins de trois ans après sa mort n'a pu qu'abasourdir les délégués du congrès, nullement préparés à cette épreuve et les laisser sans voix.

Depuis un demi-siècle, les mots « choc », « bombe » ou « séisme » reviennent inlassablement sous toutes les plumes pour décrire les effets du discours de Khrouchtchev. Pour Edward Ochab, éphémère secrétaire général du PC polonais (le POUP), « ce fut un coup de massue […] un choc brutal[2] ». Deux mois plus tard, en avril 1956, les dirigeants du POUP décident d'informer les cadres de leur parti. Selon François Fejtö : « Au siège de la radiodiffusion à Varsovie, quatre personnes s'évanouirent. Les autres écoutaient dans

1. *Istoritcheski Arkhiv*, n° 1, 1999, p. 17.

2. Teresa Toranska, *Oni. Des staliniens polonais s'expliquent*, Flammarion, 1986, p. 60.

un silence de mort, comme paralysées par l'émotion. Le choc fut brutal[1]. »

Le journaliste de *L'Humanité* André Wurmser gémit : « Le ciel nous tomba sur la tête[2]. » Georges Cogniot, membre de la délégation du PCF à Moscou en 1956, qui traduisit alors oralement le texte russe pour Maurice Thorez, note dans ses Mémoires : « Nous fûmes atterrés[3]. »

En 1978, le dissident Anatole Levitine-Krasnov, libéré du goulag en mai 1954, après sept ans de réclusion, exulte : « C'était l'explosion d'une bombe ; une bombe qui provoqua la plus grande vague explosive de l'histoire[4]. » Dans le quotidien *Rossiskaïa Gazeta* du 15 mars 1996, l'ancien responsable des archives présidentielles, Rudolf Pikhoia, qualifie le rapport de « bombe sous la dictature du prolétariat ».

Pour les historiens Nekritch et Heller aussi le rapport « était une bombe[5] », pour Annie Kriegel, à l'époque membre du PCF, un « coup de tonnerre[6] », pour le biographe du grand compositeur Dmitri Chostakovitch, Solomon Volkov, « un tremblement de terre dont se ressentit toute la marche du siècle[7] ». Pour Hélène Carrère d'Encausse, il « provoqua un véritable séisme, le plus important peut-être de ce siècle […] [et] va

1. François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires*, t. 2, *Après Staline*, Seuil, 1969, p. 74 et 76.

2. André Wurmser, *Fidèlement vôtre. Soixante ans de vie politique et littéraire*, Grasset, 1979, p. 408.

3. Georges Cogniot, *Parti pris*, Éditions sociales, 2 vol., 1976, t. 2.

4. Levitine-Krasnov, *Rouk Tvoikh Jar' 1941-1956*, Tel Aviv, 1979, p. 307-308.

5. Aleksandr Nekritch et Michel Heller, *L'Utopie au pouvoir. Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*, Calmann-Lévy, 1982, p. 442.

6. Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Robert Laffont, 1991, p. 506.

7. Solomon Volkov, *Chostakovitch et Staline*, Anatolia/Le Rocher, 2004, p. 305.

mettre en route une machine infernale dont le mouvement va s'accélérer jusqu'à en devenir irrépressible[1]. Pour Mikhaïl Gorbatchev, le XX[e] congrès et le rapport secret « causèrent un véritable choc politique et psychologique dans le pays[2] ». Dmitri Volkogonov, ancien chef adjoint de la direction politique des forces armées soviétiques, lui attribue « un rôle historique d'une importance bouleversante[3] ». Le dernier chef du KGB, Vladimir Krioutchkov, souligne : « l'impression assourdissante qu'il produisit[4] ».

Le communiste français Paul Noirot gémit : « un orage s'est abattu sur nous[5] ». Et, en 2009, encore l'ancien dirigeant du PC italien, Lucio Magri, évoque longuement ce qu'il appelle encore cinquante-trois ans après « le choc du XX[e] congrès[6] ».

Ainsi, ce 25 février 1956, Khrouchtchev fait une entrée fracassante dans l'histoire par ce discours qui a foudroyé les 1 450 délégués du congrès. Son « rapport secret » sera lu à près de 25 millions de Soviétiques, membres du PCUS, des Komsomols (Jeunesses communistes) et sans-parti jugés méritants, mais ne sera publié en Union soviétique qu'à la veille de son effondrement, vingt-trois ans plus tard, en mars 1989, trente-trois ans après avoir été rendu public le 4 juin 1956 par le Département d'État américain et par le *New York Times*, puis le 6 juin, en France, par *Le Monde*.

1. Hélène Carrère d'Encausse, *La Déstalinisation commence*, Complexe, 1984, p. 39 et 68

2. Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Éditions du Rocher, 1997, p. 90.

3. Dmitri Volkogonov, *Sem Vojdeï*, Moscou, Novosti, 1996, p. 368.

4. Vladimir Krioutchkov, *Litchnoie Dielo*, Moscou, Olympe, p. 44.

5. Paul Noirot, *Mémoire courte*, Stock, 1976, p. 161-162.

6. Lucio Magri, *The Tailor of Ulm. Communism of the Twentieth Century*, Verso, 2011, p. 102-119.

Le huis clos

Rien ne semblait pourtant devoir être plus sinistrement rituel qu'un congrès du PCUS. Certes, le 14 février au matin, le jour de son ouverture, la *Pravda* paraît avec, en haut et à gauche, un profil de Lénine, débarrassé du profil de Staline qui l'accompagnait depuis plus de deux décennies. Mais les dix premiers jours du congrès confirment le rituel. Khrouchtchev assène aux délégués, quatre heures durant, un long pensum indigeste, suivi d'un rapport tout aussi indigeste du président du conseil des ministres, Boulganine. Khrouchtchev assure que l'URSS va « dans un bref délai historique rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus évolués en ce qui concerne la production par habitant », promesse accueillie par des « applaudissements prolongés » de délégués, même si aucun d'eux, sans doute, n'y croit. Certes une oreille attentive peut déceler dans ce morne flot l'esquisse d'un changement. Khrouchtchev ne cite le nom de Staline qu'une seule fois dans une phrase d'une étonnante sécheresse : « peu après le XIX^{e} congrès, la mort a arraché de nos rangs Joseph Vissarioniovitch Staline ». L'ancien secrétaire général du parti est ainsi évoqué de façon purement administrative, à côté d'autres morts mis sur le même plan, le président de la République tchécoslovaque Klement Gottwald, mort au lendemain des obsèques de Staline, et le secrétaire du Parti communiste japonais Tanaka, mort quelques mois plus tard.

Puis il dénonce « le culte de la personnalité […] qui fait de tel dirigeant un héros, un thaumaturge, tout en minimisant le rôle du parti et des masses populaires[1] ». L'identité du thaumaturge non désigné est évidente aux yeux du plus nigaud.

1. « XX^{e} congrès du Parti communiste de l'Union soviétique », *Cahiers du communisme*, mars, 1956, p. 89, 97, 101, 103.

Il y a bien eu aussi une petite phrase de Souslov, membre du Présidium du Comité central, futur « idéologue » de l'époque brejnevienne, qui, en passant, dénonce « la théorie et la pratique du culte de la personnalité […] qui avaient pris de l'extension avant le XIX^e^ congrès[1] », donc avant 1952. Si le nom de Staline n'est pas prononcé, l'allusion est transparente. Puis Anastase Mikoïan, membre du Bureau politique depuis 1926 et membre pendant la guerre du Comité d'État à la défense, critique le dernier écrit de Staline, les *Problèmes économiques du socialisme en URSS* et précise : « Au cours des quinze ou vingt dernières années nous avons malheureusement puisé peu, bien peu, au trésor des idées léninistes[2]. » Lorsque Mikoïan quitte la tribune, les délégués, surpris, s'interpellent ; des journalistes étrangers se précipitent au téléphone pour informer leur rédaction de cette critique implicite de Staline, mais c'est encore bien peu pour suggérer un bouleversement.

Le 23, Vassili Staline, le fils du dictateur défunt, emprisonné depuis avril 1953 et bientôt condamné à huit ans de prison pour propagande et agitation antisoviétique, abus de pouvoir et détournement de fonds, écrit au Présidium du Comité central (nouveau nom du Bureau politique depuis octobre 1952) pour lui donner son « avis sur la question du culte de la personnalité soulevée au XX^e^ congrès du PCUS […]. La vérité a été dite, la conclusion est juste[3] ». Mais elle n'est pas encore prononcée…

Un signe pouvait alerter les délégués. Le 19 février, à Varsovie, le quotidien du PC polonais *Trybuna Ludu* a, avec l'accord du Kremlin, publié les photos des dirigeants du PC polonais accusés en 1938 par Staline d'être des trotskystes,

1. *Ibid*., p. 235.
2. *Ibid*., p. 264-265.
3. *Obchtchaia Gazeta*, 15-21 février 1996.

agents de la Gestapo et fusillés à Moscou. C'est un premier coup public, mais encore indirect, à Staline.

Le 24 février 1956 au soir, le Présidium annonce la clôture de ce premier congrès depuis la mort de Staline et la tenue le lendemain d'une séance à huis clos pendant laquelle les délégués étrangers sont invités à déambuler dans Moscou, et qui s'ouvre le samedi matin. Boulganine, qui la préside, interdit aux délégués de prendre des notes et annonce que la lecture du rapport ne sera suivie d'aucune question ni discussion. Le Présidium évite ainsi toute éventuelle interpellation sur la responsabilité de ses membres. Certes les délégués formés à l'école stalinienne de la docilité ne sont en rien préparés à interpeller la direction du parti, mais la brutalité du choc provoqué par le rapport peut faire craquer les habitudes d'obéissance moutonnière. Le 9 février, à la réunion du Présidium, Khrouchtchev et Mikoïan, préparant la séance à huis clos, avaient insisté pour faire distribuer aux délégués le Testament de Lénine et sa lettre sur la question nationale dénonçant la politique chauvine de Staline en Géorgie. Khrouchtchev fait donc imprimer et distribuer aux délégués le texte de son rapport et dix-huit textes inédits de Lénine, dont, en particulier, sa lettre du 4 janvier 1923 proposant d'écarter Staline du poste de secrétaire général. Leur évocation, sous Staline, valait la prison, le goulag ou la mort.

Le correspondant à Moscou de *L'Unità*, le journal du PC italien, Giuseppe Boffa note : « Personne ne savait ce dont discutaient les congressistes ; cependant nul ne s'en soucia outre mesure. Vers quatorze heures, nous apprîmes que tout était terminé. Le communiqué notait que Khrouchtchev avait pris de nouveau la parole, mais personne n'y attacha d'importance. » Vers quatorze heures, ce samedi 25, le premier secrétaire du PC italien, Togliatti, harangue les ouvriers de l'usine d'automobile ZIS (*Zavod imeni Stalina* ou Usine du nom

de Staline). Ce genre de discours rituel vise à montrer aux travailleurs soviétiques que les ouvriers du monde entier sont solidaires d'eux. Tout aussi rituellement, Togliatti qualifie ce congrès d'historique : il ne se doute pas à quel point sa formule conventionnelle, pour une fois, est vraie. Vers quatorze heures, ce samedi 25, un communiqué laconique signale simplement que Khrouchtchev a pris la parole au cours de la séance. Nul ne pressent que cette discrétion dissimule un secret.

Mais, dès le lendemain dimanche, selon Boffa, « les premiers bruits sur "le rapport secret" de Khrouchtchev circulaient déjà dans les milieux du parti ». La capitale connaît alors « une période de tension : sans symptômes voyants, sans manifestations bruyantes », mais sous « ce calme superficiel […] dans l'esprit et le cœur de chacun régnait la tempête »[1]. Les journaux ce jour-là annoncent que Togliatti, la veille, a pris la parole dans « une usine d'automobiles de Moscou », délestée du nom de Staline, sans que cette suppression soit soulignée.

1. Giuseppe Boffa, *Le Grand Tournant*, Maspero, 1960, p. 48-50 et 54.

2

La genèse du rapport : une longue préhistoire

La préhistoire du rapport Khrouchtchev est longtemps restée obscure. En 1963 encore dans son *Parti bolchevique*, Pierre Broué énumère sur sa genèse une série « de questions qu'il faut, écrit-il, se résigner pour l'instant à laisser sans réponse[1] ».

En réalité tout commence ou presque dès la mort de Staline. Le 1er février 1954, le procureur général Roudenko, le ministre de la Justice Gorchenine et le ministre de l'Intérieur Krouglov remettent à Khrouchtchev un document qu'ils ont rédigé à sa demande. Ce texte dresse un bilan des condamnations prononcées par les juridictions d'exception de 1921 à 1953, soit 3 777 380 condamnations, dont 742 980 à la peine capitale. Dès cette date, Khrouchtchev pense donc déjà à critiquer certaines répressions staliniennes ; son premier objectif est d'éviter une explosion populaire. Le 7 mai 1954, il affirme ainsi aux cadres du PCUS de Leningrad que la nouvelle direction veut éviter « une inondation qui nous engloutirait tous[2] ». Avec son rival

1. Pierre Broué, *Le Parti bolchevique. Histoire du PC de l'URSS*, Minuit, 1963, p. 518-519.

2. *Reabilitatsia*, izdatelstvo polititcheskoï literatoury, Moscou, Rosspen, 1991, 2008, p. 139.

Malenkov, qu'il évincera du pouvoir en janvier 1955, il s'attache à démanteler quelques pans de l'héritage de Staline, pousse les Coréens du Nord à conclure un armistice et tente de liquider le conflit déclenché par Staline en 1948 entre le PCUS et le PC yougoslave, dont le Kremlin a sept ans durant dénoncé le chef, Tito, comme un fasciste et un valet de l'impérialisme. Il doit aller plus loin.

Le Présidium du Comité central (ancien Bureau politique) du 5 novembre 1955 discute des mesures à prendre pour l'anniversaire de la naissance de Staline, le 21 décembre. Sur proposition de Khrouchtchev, il décide de le marquer uniquement par des articles de presse, sans réunion dans les entreprises. Les *Izvestia* du 21 décembre 1955 affirment encore : « Le nom de Staline est proche et cher à des millions de travailleurs dans tous les coins du globe. Dans des millions de cœurs ses paroles brûlent d'une flamme qui ne saurait s'éteindre. »

Le 31 décembre 1955, le Présidium évoque « les questions liées à la réhabilitation » de victimes de la terreur stalinienne et constitue une commission de quatre hommes (dont Pospelov, ancien rédacteur en chef de la *Pravda* et corédacteur de la biographie officielle de Staline), chargée d'en discuter ; il forme aussi une « commission pour l'établissement des causes des répressions massives contre les membres titulaires et suppléants du Comité central du PCR(b) [Parti communiste de Russie (bolchevik)] élu par le XVII^{e} congrès du parti », dont 98 sur 138 ont été liquidés, ainsi que plus de la moitié des délégués de ce congrès. Réhabiliter les apparatchiks fusillés d'hier, c'est promettre la sécurité aux apparatchiks vivants d'aujourd'hui en renvoyant la terreur à un passé révolu. Mais il ne saurait être question d'aller plus loin.

Le 1er février, Khrouchtchev fait venir à la réunion du Présidium l'ancien chef adjoint de la section d'instruction du NKVD/MVD (ancien et nouveau nom du ministère de l'Intérieur) Rodos, l'un de ses enquêteurs les plus sanguinaires.

Les arrestations, les tortures, la liquidation des suspects, tout cela, dit-il, a été organisé et planifié par Staline lui-même. La discussion qui suit est vive. Khrouchtchev commente : « Le coupable, c'est Staline. » Pospelov affirme : « C'est lui qui confirmait les quotas et les arrestations. » Le chef du KGB Serov confirme. La majorité du Présidium soutient Khrouchtchev contre l'ancien ministre des Affaires étrangères de Staline, Viatcheslav Molotov, qui affirme : « Il faut reconnaître en Staline un grand dirigeant […] sous Staline le socialisme a triomphé. » Khrouchtchev conclut : « Staline a été dévoué à la cause du socialisme. Mais il a tout fait avec des moyens barbares. Il a anéanti le parti. […] Il faut renforcer la dénonciation du culte de la personnalité. » Mais il pense impossible d'évoquer la terreur devant le congrès[1].

Que se passe-t-il pendant les jours qui suivent ? On n'en sait rien. Mais une semaine plus tard, le Présidium décide clairement d'aborder la question au congrès. Les réticences des vieux chevaux de retour staliniens, Molotov, Lazare Kaganovitch, membre du Bureau politique depuis 1926, longtemps véritable bras droit de Staline, dont il fut par deux fois l'homme à tout faire en Ukraine, et le vieux maréchal décoratif Kliment Vorochilov poussent sans doute Khrouchtchev et ses soutiens à aller plus loin pour isoler et paralyser ces derniers. L'accord est formalisé, non sans peine, à sa réunion du 9 février, où la commission Pospelov présente son rapport. Elle y affirme que, de 1935 à 1950, « 1 920 635 individus ont été arrêtés sous l'accusation d'activité antisoviétique, dont 688 503 ont été fusillés ». Un tiers du texte évoque le « caractère massif des répressions qui s'étaient abattues sur un très grand nombre de simples citoyens soviétiques ». S'adressant à des cadres promus au cours de cette répression de masse, ou qui y ont,

1. *Presidium TsK KPSS 1954-1964*, p. 96-97.

comme lui, largement participé, Khrouchtchev laissera tomber presque toute cette partie dans son rapport.

La discussion est vive. Khrouchtchev insiste pour exposer « la faillite de Staline comme chef ». « Qu'est-ce qu'un chef qui liquide tout le monde ? » Il propose de confier à Pospelov la rédaction d'un rapport insistant sur les raisons du culte de la personnalité, à savoir « la concentration du pouvoir dans les mêmes mains et, de plus, dans des mains malhonnêtes ».

Tous sont d'accord sur un point : la liquidation des trotskystes était une bonne chose. Kaganovitch l'affirme, Mikoïan le confirme. Molotov défend Staline. Tous les autres affirment la nécessité de « dire les choses au congrès » et soutiennent la proposition de Khrouchtchev. Kaganovitch ajoute, inquiet : « Il ne faut pas aller trop loin dans la dénonciation. Il faut faire attention de ne pas déchaîner les éléments. »

La discussion n'oppose pas seulement les défenseurs de Staline (Molotov, Kaganovitch et Vorochilov) et ceux qui jugent nécessaire de « dire la vérité au congrès ». Elle révèle des désaccords sérieux aussi entre ces derniers. Certains affirment que Staline a fort bien agi jusqu'en 1934, puis qu'après, selon les mots de Mikoïan, « il a usurpé le pouvoir, monopolisé le pouvoir ». D'autres jugent « inutile de parler des aspects positifs […] Staline a exterminé les cadres ». Un autre est encore plus net : « Il y a un seul Staline et pas deux ; son essence s'est révélée les quinze dernières années. Ce ne sont pas des erreurs […] mais des crimes. » Mais s'il y a un seul Staline et pas deux, c'est toute l'histoire de l'URSS et du parti unique qui doit être revue, depuis l'accession de cet homme au pouvoir. Un autre insiste sur la nécessité d'anticiper en haut les réactions d'en bas. « Aujourd'hui le Comité central ne peut pas se taire, sinon c'est donner la parole à la rue. » Et la parole de la rue, c'est ce que l'appareil craint plus que tout.

Khrouchtchev conclut : « Il n'y a pas de désaccords entre

nous sur le fait qu'il faut le dire au congrès. Mais des nuances sont apparues. Il faut en tenir compte. » Puis il définit une ligne de défense : « Nous avons tous travaillé avec Staline, mais cela ne nous engage pas. » Il juge nécessaire de « dénoncer jusqu'au bout le culte de la personnalité », de « mettre le rapport à l'ordre du jour du congrès ». Le Présidium décide de communiquer le Testament de Lénine et ses notes sur la question nationale, qui critiquent vertement Staline, aux délégués au XX[e] congrès »[1]. Il confie à Khrouchtchev la lecture du rapport final.

La légende de Khrouchtchev et la fable de Kaganovitch

Khrouchtchev, dans ses *Souvenirs*, transforme cette décision collective en héroïque exploit individuel. Il efface tous les débats du Présidium et présente le rapport secret comme le produit de sa réflexion douloureuse et de son évolution personnelle au cours même du congrès. « La note de Pospelov, écrit-il, m'avait ravagé la cervelle. Enfin je rassemblai mes forces et lors de l'une des suspensions de séance, alors que dans la salle de Présidium du Comité central se trouvaient seulement ses membres, je leur posai la question : "Alors camarades, qu'est-ce que nous allons faire avec la note de Pospelov, comment faire avec les gens qui ont été arrêtés et fusillés ? […]. Nous savons que les gens victimes de la répression étaient innocents et n'étaient pas des 'ennemis du peuple' […]. Il faut penser à la manière de les faire revenir." À peine avais-je fini de parler qu'ils me tombèrent tous dessus. » Il se dresse alors comme un justicier : « "Je suis personnellement prêt […] à porter ma

1. *Ibid*., p. 99-102.